

défini en quatrième page du bulletin d'information n° 9 de février 2002¹⁶¹ consacré à la présentation et au devenir du site, mis en ligne pour la première fois en mai 2001 : « *Nous souhaitons ici nous atteler essentiellement à une tâche de repérage et de jalonnement : le site dès lors illustrerait moins une démarche de cyber-journalisme que d'hyper-journalisme, l'objectif étant de tracer des liens afférents à divers projets de développement de formation à distance ou d'intégration des TIC au sein du système éducatif. L'intention sera ainsi de contribuer à bâtir une stratégie de recherche et d'orientation afin de faire du site, pour reprendre la métaphore du rhizome, un carrefour permettant des parcours en étoile. Chaque document mis en ligne, fût-il... « zoom » ou « brèves », invitera donc à poursuivre ailleurs une quête raisonnée d'informations. Cette stratégie requiert que des documents courts soient mis en ligne, et qu'eux-mêmes renvoient à des pages où l'internaute pourra à sa guise compléter ses informations. La véritable valeur ajoutée du site réside par conséquent dans son effort d'organisation et de classement, de sélection et de recommandation de pages Internet.*

L'article se terminait par des exhortations dédiées plus particulièrement aux internautes africains des pays partenaires du projet : « *Nous vous invitons donc à visiter fréquemment le site www.edusud.org pour y prendre connaissance des dernières informations (car nous voulons renforcer notre activité de veille!) et de faire de cet outil le vôtre en faisant parvenir à la rédaction toute information concernant des projets qui vous auront semblé mériter une consultation plus large* ».

LES SITES RESAFAD EN AFRIQUE

Dans chaque pays, les correspondants RESAFAD-TICE ont, parmi leurs missions, celle de développer des serveurs locaux.

Les premiers serveurs ont été mis en place dans les quatre pays fondateurs entre 1998 et 1999. Il s'agissait du Burkina Faso¹⁶², de la Guinée¹⁶³, du Mali et du Togo¹⁶⁴. Actuellement trois de ces serveurs¹⁶⁵ sont toujours en service et ont été profondément modifiés pour s'aligner sur la charte graphique choisie pour « Edusud » tout en gardant une personnalité propre¹⁶⁶. L'arrivée de nouveaux pays partenaires a entraîné la création d'un nouveau serveur particulièrement actif, celui du Sénégal¹⁶⁷.

Au Burkina et au Sénégal ces serveurs hébergent ou vont héberger des sites créés notamment avec l'appui du projet SUMEF. Ainsi le site du centre d'Etudes et de Recherches en Lettres, Sciences Humaines et Sociales (CERLESHS)¹⁶⁸ a pour adresse : <http://www.bf.resafad.org/cerleshs/>. Il en est de même pour le site « *Structure de Formation Continue des Professeurs du Sénégal* » qui est hébergé sur le serveur du Sénégal¹⁶⁹, <http://sfc.education.sn>.

Tous les sites en activité ont servi ou servent pour le téléchargement de formations. C'est le cas pour les serveurs du Burkina, du Togo et du Sénégal pour l'accès à la plate-forme du DUCM et le télé-chargement des documents afférents. Cela a été le cas en Guinée lors de la première phase d'expérimentation de l'UeL-PCSM en 2001 pour l'accès aux modules, fait uniquement par mot de passe pour respecter les clauses de confidentialité demandées par le RUCA. Quant au serveur du Burkina-

¹⁶¹ Il est possible de retrouver le texte de l'ensemble des bulletins d'information de RESAFAD sur le site Edusud : <http://www.Edusud.org>, à la rubrique resafad.

¹⁶² <http://www.bf.resafad.org/>

¹⁶³ <http://www.gn.resafad.org>

¹⁶⁴ <http://www.Edusud.org/resafadtogo/>

¹⁶⁵ Celui du Mali n'est pas opérationnel depuis le départ du Volontaire du Service National en l'an 2000 et la reprise en main de la salle par les nationaux.

¹⁶⁶ Voir les pages d'accueil en annexe 21

¹⁶⁷ <http://www.sn.resafad.org>

¹⁶⁸ Infra chapitre 6, p.31

¹⁶⁹ Infra chapitre 6, p.31.

Faso, il a permis la réalisation du projet SIRP¹⁷⁰ puisque, d'avril 1999 à mai/juin 2001¹⁷¹, c'était sur ce serveur qu'étaient visibles - et stockés - les documents envoyés par les planificateurs des différents pays et c'était le centre de Ouagadougou qui animait les rencontres virtuelles (chats).

Certains serveurs locaux comme celui du Sénégal donne accès à des espaces collaboratifs utilisés par différentes structures telles le Groupe pour l'Etude et l'Enseignement de la Population, l'Institut d'Ingénierie et de Gestion des Systèmes de Formation du Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG) et des associations de professeurs, de type disciplinaire, par exemple l'association des professeurs de mathématiques.

Ces serveurs font l'objet d'actualisations périodiques, régulières.¹⁷² Sur chacun, des liens renvoient à « Edusud » et aux autres serveurs « Resafad ». Les sites du Burkina-Faso, du Sénégal et du Togo sont accessibles en permanence. Celui de Guinée ne l'est qu'aux périodes d'ouverture de la salle pour des raisons de sécurité électrique¹⁷³.

Que dire en conclusion de ce chapitre et, plus particulièrement, qu'en est-il du portail Edusud après un peu plus de deux années d'existence¹⁷⁴ ?

Une étude¹⁷⁵, à usage interne, demandée par les Coordinateurs de RESAFAD-TICE, alors que la gestion du site Edusud était encore confiée à un prestataire privé, pointait un certain nombre de problèmes. Certains sont désormais résolus¹⁷⁶. Actuellement, contrairement à ce existait alors, Edusud et les sites RESAFAD africains sont référencés par les moteurs de recherche¹⁷⁷, ce qui leur assure une audience indiscutable¹⁷⁸. De fait, les courriers envoyés au webmestre, les demandes de contact indiquent clairement que le champ d'audience d'Edusud dépasse celui des acteurs engagés dans ce programme.

L'étude indiquait par ailleurs que le portail avait réussi à être à la fois un site d'information et de ressources et que l'équilibre entre ces deux pôles constituait son originalité. Peut-être Edusud souffre-t-il de n'être pas exactement un site institutionnel, comme l'est par exemple celui d'une université.

Il reste toutefois un point important où il lui faut encore progresser pour être à la hauteur de ses ambitions. C'est celui de créer une véritable communauté virtuelle active et réactive entre les différents membres participants de ce portail.

Les usagers « naturels » que sont les acteurs du programme et le monde éducatif des différents pays partenaires, ne se sont pas encore totalement appropriés l'outil de communication et d'échange qu'il représente.

Bénin	www.edusud.org/spip-benin/
Burkina Faso	www.bf.resafad.org/
Guinée	www.gn.resafad.org/
Guinée Equatoriale	www.edusud.org/spip-guinequ/

¹⁷⁰ Infra chapitre 5, p.26 et aussi les documents annexes 12 et 13

¹⁷¹ Après quoi, ce service a été repris sur le portail Edusud.

¹⁷² Le site de Guinée est toujours actif mais accuse un certain retard d'actualisation après le remplacement voici quelques mois de l'assistante technique française par un correspondant national.

¹⁷³ Les pannes relativement nombreuses et surtout les a-coup de surtension obligent, en cas d'absence du personnel, à la fermeture du serveur.

¹⁷⁴ Sa première mise en ligne date de mai 2001.

¹⁷⁵ Etude effectuée par Mme Kaïs Marzouki en date du 18/01/02

¹⁷⁶ Par exemple la validité de certains liens ou la disparition d'une rubrique « dossier » faisant alors double emploi avec « zoom ».

¹⁷⁷ Voir le document annexe 22

¹⁷⁸ Par exemple, au niveau des sites locaux (l'exemple pris ici est guinéen), il n'est pas rare de recevoir des demandes de renseignements ou de documentation pour des recherches menées par des étudiants africains francophones issus de pays hors du projet RESAFAD, et qui se trouvent étudier au Canada, en Algérie...

Mali	www.edusud.org/spip-mali/
Mauritanie	www.edusud.org/spip-maurita/
Sénégal	www.sn.resafad.org/
Togo	www.edusud.org/spip-togo/centre.htm

CHAPITRE 10

LES SEMINAIRES DE RESAFAD EN AFRIQUE

Les points d'orgue de la communication interne et externe

Le premier séminaire de réflexion, tenu à Paris en février 1996 sous l'égide du ministère de la Coopération a marqué le lancement de Resafad, avec un programme centré sur la formation des directeurs d'école. Le Bénin, le Burkina-Faso, le Gabon, la Guinée, le Mali et le Togo y avaient envoyé une délégation.

Très vite après le lancement du projet, la nécessité de susciter en Afrique même, chaque année, des temps forts de rencontres et d'échanges autour d'un thème mobilisateur s'est imposée à l'esprit de la Coordination parisienne, et la mise en place de ces séminaires a été pour elle une préoccupation importante.

En fait, il y eut deux sortes de séminaires organisés par RESAFAD.

Au premier type correspondent les séminaires internes. Nous ne les évoquerons que très brièvement. Ces réunions sont réservées aux correspondants RESAFAD dans les différents pays. Y participent les Coordinateurs et des personnes du Consortium ou des représentants des membres du Conseil Scientifique. Durant deux ou trois jours, il s'agit de faire se mieux connaître et communiquer les différents membres de l'équipe RESAFAD, qu'ils soient sur le terrain ou à Paris, de faire le point sur la situation du programme dans chaque pays mais aussi d'apporter aux correspondants de nouvelles connaissances, techniques ou non, et de nouvelles données susceptibles de leur donner un meilleur éclairage dans le cadrage des actions qu'ils entreprennent sur le terrain. Si l'on met à part les quelques jours de rencontre avant le premier départ des assistants techniques en septembre 96, le premier séminaire eut lieu à Lomé, au Togo, en janvier 1997 la plupart des autres ont eu lieu, année, à Paris, fin août/début septembre, juste avant le retour en poste des assistants techniques. Une seule fit exception qui eut lieu à Vannes du 29 au 31 août 2000. Consacré aux usages d'Internet, il fit partie des stages offerts par le Ministère des Affaires Etrangères dans le cadre de la formation continue des Assistants Techniques coopérants. C'est donc au total une quinzaine de personnes qui suivirent les conférences et les ateliers aux contenus aussi variés que : les nouveaux réseaux, les méthodes et les outils de la formation à distance, les hypermédias et l'apprentissage, la recherche sur Internet ou la conception et la réalisation de sites, de pages Web pour un intranet ou sur Internet.

A la tenue de ces séminaires internes, ciblés sur un public volontairement restreint et homogène, s'oppose ou plutôt se complète, celle de séminaires ouverts où la représentation de la communauté « resafadienne » - pour importante qu'elle fût puisque tous les pays partenaires sont, à chaque manifestation, représentés ainsi que la Coordination et plusieurs membres du Consortium¹⁷⁹ - n'est plus majoritaire mais où se croisent des participants invités, issus des pays partenaires certes mais aussi de pays et d'institutions internationales désireux de mieux connaître les objectifs et les actions du programme RESAFAD et le sujet traité.

Par exemple, lors du séminaire de Dakar en mars 1999, si l'on prend la liste des participants, chaque pays partenaire¹⁸⁰ avait envoyé une délégation de plusieurs personnes, mais aussi la Côte d'Ivoire et le Gabon étaient représentés. Les participants conférenciers et invités du Sénégal - qui ne faisait pas encore partie du RESAFAD mais était le lieu de rencontre du séminaire - étaient évidemment nombreux ainsi que ceux de l'UNESCO, institution co-organisatrice. L'un des conférenciers était canadien francophone et venait du Nouveau Brunswick. Sur la liste des participants on remarque un représentant de la Banque Mondiale, un représentant de l'Agence Universitaire de la Francophonie, un autre de l'ACCT, plusieurs personnes du GRETA... Soit un total recensé de 106 personnes dont

¹⁷⁹ En fonction des thèmes traités dans le séminaire.

¹⁸⁰ Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali Togo.

seulement 19 « résafadiens ». Ce nombre est d'ailleurs inférieur à la réalité car les séances étant ouvertes au public et nombre d'entre elles bénéficiaient d'auditeurs, venus assez souvent du milieu universitaire ou du Ministère de l'Éducation. C'est ainsi que pour le Séminaire de Ouagadougou, qui se passait sur le campus même de l'université, ce sont 251 personnes qui ont été recensées présentes à un moment ou à un autre parmi lesquelles on a noté une petite centaine d'étudiants et même des représentants du secteur tertiaire privé.

Le grand avantage d'un séminaire est qu'il permet de faire le point sur une recherche-action, et marque de façon très claire les jalons des actions entreprises par RESAFAD. Les titres des différents séminaires en portent clairement la preuve : « les NTIC et l'enseignement à distance », « les campus virtuel, services en ligne », « le travail collaboratif ». Chaque séminaire RESAFAD est en prise directe avec une action menée par le programme : « la formation à distance des directeurs d'école », « le Diplôme Universitaire des Communicateurs Multimédia », « Le Séminaire Interactif des Planificateurs de l'éducation »... Il permet aussi d'aller plus loin et, à partir de ces expériences, d'élargir le champ vers d'autres, menées ailleurs par différentes institutions, de proposer de nouvelles actions à entreprendre et de réfléchir ensemble pour ouvrir des perspectives en cohérence avec les objectifs donnés au RESAFAD.

Ainsi lors du séminaire de Ouagadougou¹⁸¹, en 1998, les études de cas et les débats ont porté sur la formation à distance en montrant les avantages de son usage, notamment sa flexibilité, en insistant sur différents dispositifs possibles, les services offerts aux apprenants dont le tutorat. Cela a été aussi l'occasion non seulement de réfléchir à une extension des actions en cours, c'est à dire la formation à distance des directeurs d'école¹⁸², mais aussi à des formations universitaires et notamment à une formation qualifiante de spécialistes en conception multimédia pour l'information et la formation qui se mit en place l'année suivante.

L'année suivante, le séminaire RESAFAD se tint à Dakar¹⁸³, dans un contexte particulièrement faste pour les nouvelles technologies au Sénégal puisque le Président de la République venait d'inaugurer une technopôle, porteuse d'emplois pour des personnes formées aux NTIC. Cette rencontre fut consacrée aux campus virtuels, aux services en ligne et aux nouvelles ressources pédagogiques qu'il est possible d'installer sur les sites portails. De ce point de vue, l'intervention de Martial Vivet, alors professeur à l'Université du Mans¹⁸⁴, et concepteur du projet du DUCM, sur les dispositifs mis en œuvre au Mans pour la mise en place de cette nouvelle formation, a été fort éclairante en ce qu'elle appuyait une action en train de se mettre en place au Burkina-Faso et au Togo. D'autres interventions furent sur la même ligne comme, lors du panorama des aspects logistiques et institutionnels, celle sur le SIRP (qui était sur le point de débiter officiellement avec les premières rencontres virtuelles des planificateurs en avril 1999). Avec le recul, il est même possible de dire que l'exposé de Pierre Jarraud de l'Université Paris 6 sur « *Premier Cycle sur mesure* » préfigurait l'expérience menée en Guinée deux ans plus tard avec l'UeL-PCSM.

Ce séminaire avait été organisé à Dakar, avec la participation du Bureau Régional de l'Éducation pour l'Afrique (BREDA) de l'UNESCO, et notamment avec l'appui du département pour la rénovation de l'enseignement secondaire. Il était normal, dans ces conditions, que l'évolution de ce secteur soit pris en compte lors des discussions. Dès le discours d'ouverture de J. Valérier¹⁸⁵ il est dit que l'enjeu des discussions et des propositions devait aussi concerner le secondaire : « *En premier lieu, il s'agit d'explorer les modalités d'une préparation systématique de tous les*

¹⁸¹ Voir le programme du séminaire en annexe 23.

¹⁸² Par exemple, plan d'auto formation assistée des maîtres, formation des chefs d'établissement du secondaire, formation des administrateurs, des bibliothécaires...

¹⁸³ Voir le programme du séminaire de Dakar en annexe 24.

¹⁸⁴ Martial Vivet est malheureusement décédé quelques mois plus tard.

¹⁸⁵ Coordinateur du programme RESAFAD.

lycéens et de toutes les lycéennes, visant à les insérer dans le processus de mondialisation de l'information qui caractérise le siècle à venir. » Et d'ajouter : « Mais au-delà et peut-être au préalable, il est nécessaire de profiter de l'arrivée de ces technologies pour engager une réflexion de longue haleine sur l'organisation de l'enseignement secondaire, et notamment sur les moyens d'accroître sa capacité d'accueil tout en le rendant plus performant et plus professionnalisant. Le doublement des effectifs, que de nombreux pays de la région se sont fixé comme objectif pour la prochaine décennie, suppose, si rien ne change, un doublement du nombre d'établissements et celui des frais de fonctionnement correspondants. L'UNESCO réfléchit à une stratégie alternative, qui sans exclure des constructions nouvelles, recherche un emploi optimal des installations et des capacités humaines existantes. »

Et pour les établissements d'enseignement secondaire puissent devenir « *un pôle de développement dans (leur) bassin d'emploi* » J. Valérien proposait aux participants de réfléchir sur un programme pilote qui pourrait être mis sur pied avec l'appui de collaborations internationales et bilatérales et notamment avec l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA).

Pour RESAFAD il s'agit d'assurer, à l'échelon de chaque pays, la promotion et la valorisation des TIC par la conduite de projets-pilote qui favorise une approche globale des différents acteurs de la société civile concernés par l'éducation: enseignants, élèves, parents d'élèves, chefs d'entreprise. Certaines des actions mises en œuvre dans le cadre de la composante trois du nouveau programme RESAFAD-TICE : « soutien à des innovations liées aux nouvelles technologies », tels le projet « lycée Vogan » au Togo¹⁸⁶ et le projet « Lycées de Labé »¹⁸⁷ en Guinée, vont logiquement s'inscrire dans le droit fil de ces préoccupations.

Le troisième séminaire de RESAFAD sur le sol africain eut lieu à Lomé¹⁸⁸ du 19 au 21 mars 2001.

Sous l'intitulé : « travail et apprentissage collaboratif », il fut tout entier consacré au travail en réseau. Cette pratique, autorisée par le développement de nouveaux outils, apparaît désormais indispensable pour supporter et dynamiser la recherche dans le domaine de l'Education, à l'image de la place qu'elle occupe désormais dans différents domaines d'activités des entreprises qu'elles soient industrielles ou commerciales.

A Lomé, les différents intervenants, à partir d'expériences réelles, ont brossé toute une palette des usages possibles : au sein d'une institution comme l'Institut International de Planification de l'Education (IIPÉ), d'une université avec l'exemple de Grenoble mais aussi au sein d'un groupe d'établissements comme celui des Instituts de Formation des Maîtres (IUFM) français ou pour une communauté scientifique virtuelle, comme l'exemple d'une formation à distance entre l'Université de Lille et l'Université du Caire, et aussi pour l'apprentissage de nouvelles techniques d'enseignement comme ce fut le cas lors l'expérimentation UeL-PCSM en Guinée. L'autre caractéristique de ce séminaire fut l'existence d'ateliers tous les après-midi intégrant des manipulations de découvertes de sites pour les participants¹⁸⁹.

Il faut noter que cette manifestation coïncidant avec la mise en place du site Edusud, les exposés des différents intervenants furent mis en ligne et sont toujours accessibles dans la zone, en bas à droite de la page d'accueil, consacrée aux séminaires.

Avant de clore le chapitre des manifestations organisées par RESAFAD sur le continent africain, il nous faut évoquer rapidement deux manifestations plus spécialisées, s'adressant à un public plus restreint :

¹⁸⁶ Voir supra chapitre 8 : « initiatives pays » p 44

¹⁸⁷ Voir supra chapitre 8 : « initiatives pays » p 44

¹⁸⁸ Voir le programme du séminaire de Lomé en annexe 25.

¹⁸⁹ Un atelier le premier jour fut réservé aux participants du DUCM.

- le séminaire de Ouagadougou de février 2002 qui s'est penché sur la création d'un espace destiné aux acteurs de la conduite et du développement de projets éducatifs intégrant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication en Afrique ;

- l'atelier de Dakar, formation sous-régionale organisée du 9 au 13 décembre 2002, à l'intention de formateurs, engagés, ou sur le point de s'engager, dans la conception de modules numérisés pour une formation, en présence et à distance, assistée par Internet. Il s'agissait d'une présentation des méthodes, des techniques, des environnements de production et de mise à disposition de contenus numériques.

Reste le dernier en date des séminaires RESAFAD sur l'usage des réseaux pour l'éducation en Afrique. Mais peut-on situer dans un chapitre dont le titre est : « Les séminaires de RESAFAD en Afrique » ces « Rencontres RESAFAD » qui se sont tenues à Paris¹⁹⁰, dans les locaux de l'UNESCO, les 13 et 14 mai 2003 ?

Ce choix, apparemment paradoxal, peut se justifier dans la mesure où cette manifestation est en tout point semblable aux séminaires qui l'ont précédée quant à la nature des publics invités, qu'ils soient participants et/ou intervenants, venus des pays partenaires - tous représentés - mais aussi membres du Consortium, représentants du ministère de tutelle du programme, de l'Education Nationale, experts d'institutions internationales et francophones.

Ce séminaire est un jalon de plus qui permet de mieux appréhender le kaléidoscope des actions initiées ou entreprises, tant à partir de Paris que dans chaque pays, tout en les replaçant dans l'optique des objectifs assignés à RESAFAD-TICE et dans le cadre plus large des priorités définies par le Ministère des Affaires Etrangères pour le développement des ressources humaines à l'aide des nouvelles technologies, afin de réduire la fracture entre pays du Nord et pays du Sud.

Son originalité tient à ce que ces rencontres ont eu lieu au moment où le programme est en cours d'évaluation, à quelque mois de son achèvement et que la réflexion engagée se situe dans la perspective du prochain sommet mondial sur la société de l'information dont la première étape se tient à Genève en décembre 2003.

Les actes du séminaire sont parus en novembre 2003 (ADPF-Publications).

Conclusion

Aucune étude comparative n'a été menée sur ces rencontres quasi annuelles qui scandent les activités du RESAFAD. Le survol fait à l'occasion de ce dossier montre de façon claire le lien qui les unit, leur enchaînement logique. Comme il a été dit pour les rencontres de Paris, ils représentent chacun un jalon qui permet de baliser et de suivre l'évolution du projet.

Ils ont sans doute été un ferment pour l'action puisque les discussions, les échanges, au sein et en dehors des débats organisés et des ateliers, ont permis de mûrir ensemble la réflexion et donc de mieux pouvoir bâtir les futures actions. Il y a là un travail communautaire continu qui sans doute n'a pas été aussi clairement perceptible sur le moment mais qui se dessine nettement quand on regarde les faits avec un certain recul.

Ils ont permis une meilleure visibilité du projet grâce à la politique suivie d'invitations d'observateurs et l'ouverture des séances au public.

Enfin, au plan humain, ces séminaires ont été un moment privilégié pour renforcer le sentiment d'appartenance à un projet commun ainsi. Ils ont également permis aux acteurs et opérateurs engagés dans un ensemble d'actions-recherche sur les TICE, de mieux connaître et d'échanger leurs points de vue.

¹⁹⁰ Voir le programme du séminaire de Paris en annexe 26.

LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES

ANNEXE 1

Extrait du rapport publié par APC en juillet 20

ANNEXE 2

Actions menées dans le cadre du consortium

ANNEXE 3

1- Liste des coordinateurs

2- Liste des responsables RESAFAD dans les pays partenaires

ANNEXE 4

Schéma du dispositif édition et formation du projet RESAFAD par pays

ANNEXE 5

L'espace RESAFAD à Dakar

ANNEXE 6

Exemple d'organisation d'une salle RESAFAD (Burkina-Faso)

ANNEXE 7

Liste des modules de formation disponibles - Formation à Distance des Directeurs d'Ecole-

ANNEXE 8

Interview de M.H Baba Galle Soumah, Directeur de l'école d'application de l'école de Tombo 2 à Conakry (octobre 1998)

ANNEXE 9

Convention entre l'Université du Maine et l'Université d'Antananarivo – Ecole supérieure Polytechnique – DUCM -

ANNEXE 10

Documents et photos sur le DUCM

ANNEXE 11

Thèmes des sujets de mémoire présentes avec succès en 2001/2002

ANNEXE 12

Compte rendu du Séminaire Interactif des Responsables de Planification du 18 février 2000

ANNEXE 13

Exemple d'un extrait « en direct » de l'un des premiers « chat » du SIRP (juin 1999)

ANNEXE 14

Le site des ENEP au Burkina Faso – projet SUMEF -

ANNEXE 15

Le site sénégalais de « l'Appui à l'Enseignement Scientifique » – projet SUMEF -

ANNEXE 16

Cédérom « 34 plantes anti-parasitaires de la pharmacopée traditionnelle guinéenne » – projet SUMEF -

ANNEXE 17

« Les conditions de la mise en place de l'expérimentation de L'UeL-PCSM au Centre Universitaire de Labé » extrait d'un article rédigé par deux étudiants

ANNEXE 18

Compte-rendu de mission au centre Universitaire de Labé - expérimentation de L'UeL-PCSM -

ANNEXE 19

Compte-rendu de mission à l'Université de Kankan - expérimentation de L'UeL-PCSM –

ANNEXE 20

Page accueil du portail edusud

ANNEXE 21

Les pages d'accueil des serveurs RESAFAD en Afrique

ANNEXE 22

Référencement du site Edusud et celui des sites africains RESAFAD sur Google

ANNEXE 23

Programme du séminaire de Ouagadougou – 17 au 18 mars 1998 -

ANNEXE 24

Programme du séminaire de Dakar – 24 au 26 mars 1999 -

ANNEXE 25

Programme du séminaire de Lomé – 19 au 21 mars 2001 -

ANNEXE 26

Programme du séminaire de Paris – 13 14 mai 2003 -

DOCUMENT ANNEXE N° 1

Extrait du rapport publié par APC en juillet 2001, repris dans la revue Stratégie N° 14 - avril 2003, publiée par la Direction des Relations Economiques Extérieures du Ministère de l'Economie et des Finances :

Pour approximativement 816 millions de personnes vivant en Afrique en 2001 on estime que :

- 1 sur 4 ont une radio (205 millions)
- 1 sur 13 ont une TV (62 millions)
- 1 sur 35 ont un téléphone mobile (24 millions)
- 1 sur 40 ont une ligne fixe (20 millions)
- 1 sur 130 ont un PC (5.9 millions)
- 1 sur 160 utilisent l'Internet (5 millions)
- 1 sur 400 ont un accès à une TV payante (2 millions)

(traduction du texte en anglais)

DOCUMENT ANNEXE 2

INSTITUTIONS	ACTIONS MENEES DANS LE CADRE DU CONSORTIUM
Université Paris 8	Etude sur le tutorat, Animation de séminaires Contributions au DU CM Conseil Scientifique Offre de formation DESS
Université Paris 13	Etude sur le tutorat
Université du Mans	Pilotage du Diplôme Universitaire de communicateur multimédia
Université de Rouen	Contributions sur le site Web, Animation de séminaires, Offre de formation en licence et DESS FOAD Sciences de l'Education ¹⁹¹
IUFM de l'Académie de Versailles	Participation à la conception des modules directeurs Participation à des séminaires, Contributions pour le site Web, Audit de plans de formation, Animation d'un stage MAE
IUFM de Bretagne	Animation de séminaires, Hébergement du serveur Edusud Contributions pour le site Web,
<i>Université Paris 7 (jusqu'en 1999)</i>	<i>Serveur, Connectique</i>

Réseau Universitaire des Centres d'Auto formation	Expérimentation du PCSM en Guinée
---	-----------------------------------

¹⁹¹ Deux enseignants–formateurs de l'institut Supérieur de Sciences de l'Education de Guinée (ISSEG) ont suivi avec succès ces formations durant les années universitaires 2000/2001 et 2001/2002, tout en assurant leur travail d'enseignants à l'ISSEG.

DOCUMENT ANNEXE 3

1- LISTE DES COORDINATEURS

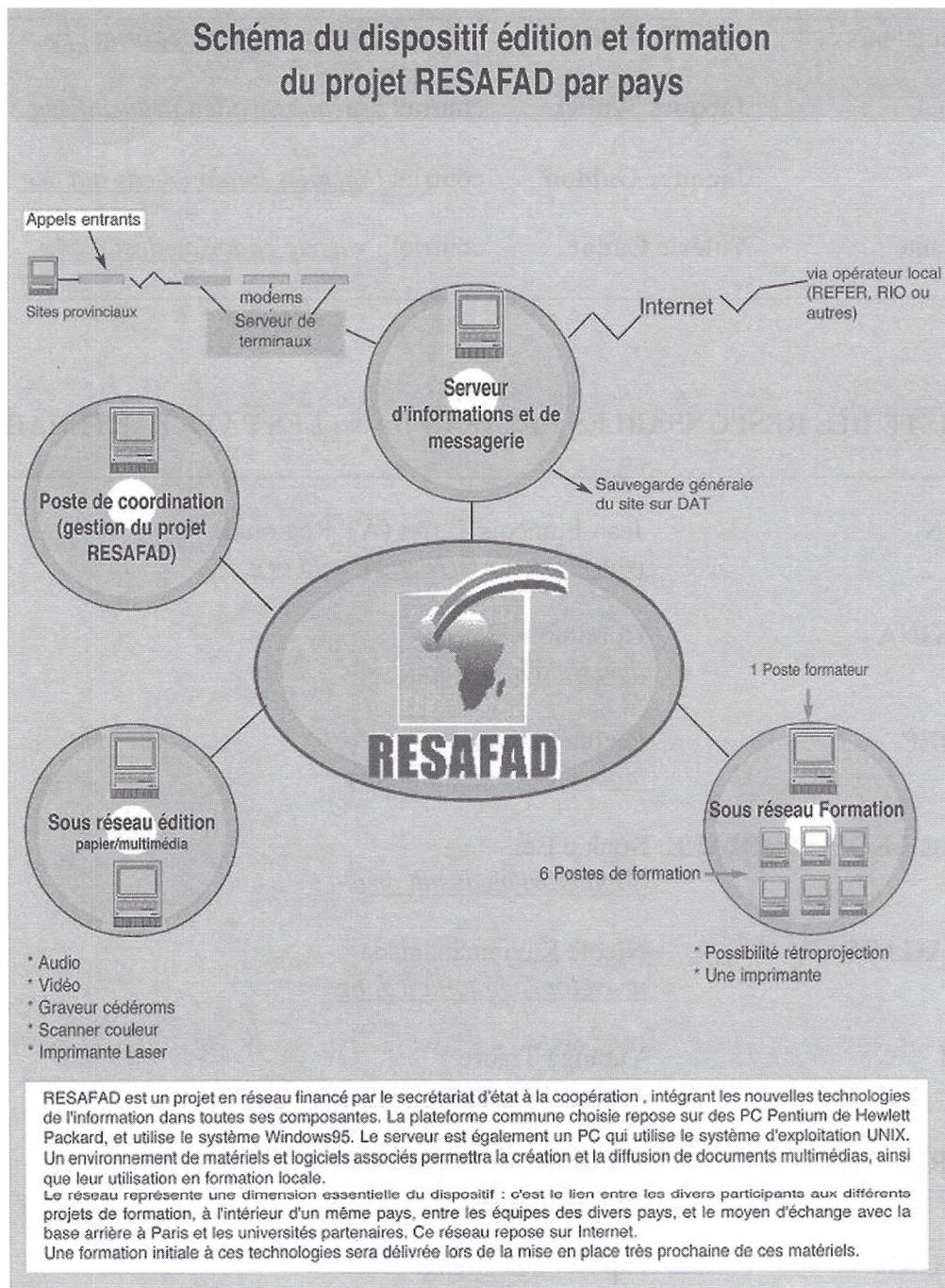
Coordinateurs :	Jean Valérien	courriel : jean.valerien@edusud.org
	Jacques Wallet	courriel : jacques.wallet@edusud.org
	Jacques Guidon	courriel : jacques.guidon@edusud.org
Assistante :	Valérie Cador	courriel : valerie.cador@edusud.org

2- LISTE DES RESPONSABLES RESAFAD DANS LES PAYS PARTENAIRES

BENIN	Jean-François Terret (AT Régional) jean-francois.terret@edusud.org
BURKINA	Dominique Perrin dperrin@bf.resafad.org
GUINEE	Pézota Mahomy mahomy@gn.resafad.org
GUINEE EQUATORIALE	Sophie Bel Sophie.bel@edusud.org
MADAGASCAR	Nicole Ravlomanantsoa nravelom@antana.ird.mg
MALI	Yaranga Traore Yaranga.traore@ml.resafad.org
MAURITANIE	Mohamed Vall ould Dickeh mvd@univ-nkc.mr
SENEGAL	Papa Youga Dieng pydieng@sn.resafad.org
TOGO	Kossi kumapley Kossi.kumapley@edusud.org Richard Serval Richard.serval@edusud.org

DOCUMENT ANNEXE 4

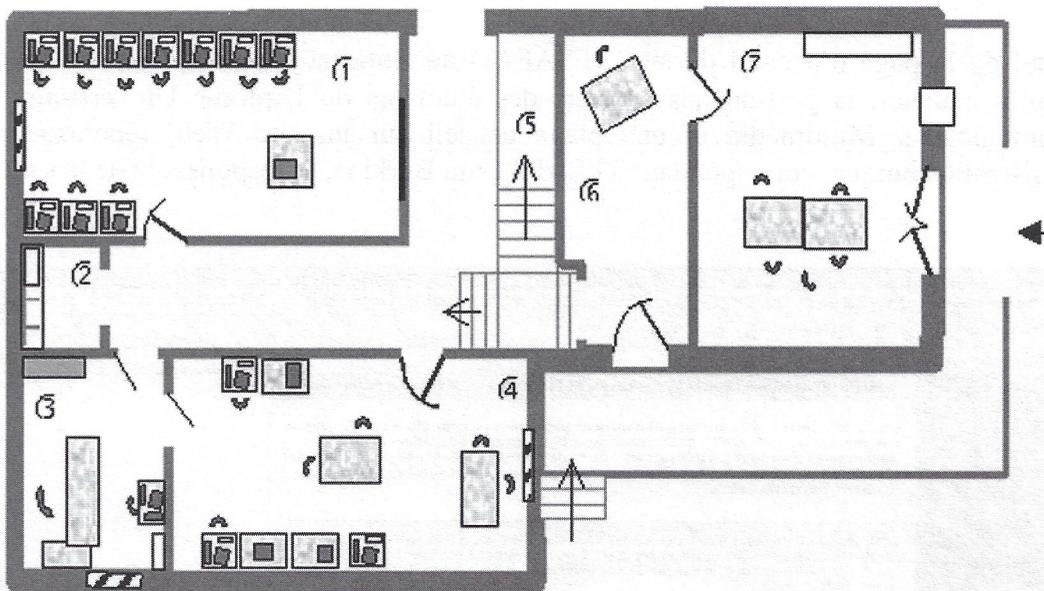
Ce document est extrait du bulletin d'information N°1, de septembre 1997 (p2)



DOCUMENT ANNEXE 5

L'ESPACE RESAFAD A DAKAR

Le Centre RESAFAD du Sénégal est hébergé à la Coordination Nationale de la Formation Continue des Enseignants, situé à la Zone B. Dans un rayon de 2 km, on trouve l'Université Cheikh Anta Diop, l'Ecole Normale Supérieure, et 4 lycées.



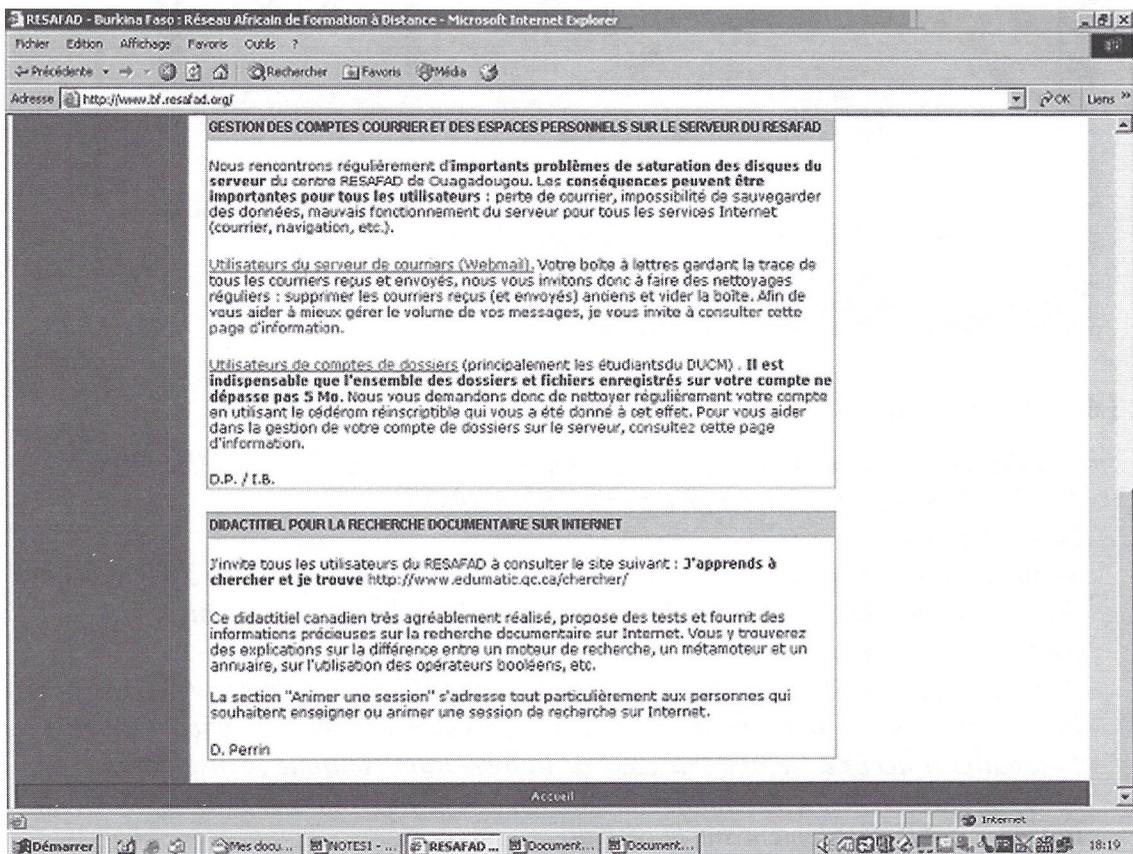
Légende du schéma des locaux

- 1- salle de formation à distance et présentielle : 10 postes HP(950 MHz, 20 Go, 128 Mo Ram, écran 17") + vidéo projecteur + split
- 2- point d'eau
- 3- bureau du responsable du centre : serveur HP Netserver (128 Mo Ram, 3disques SCSI), armoire de brassage (switch, routeur, baie de brassage) armoire médiathèque + split
- 4- salle de production multimédia et de recherche (3 postes + graveur + imprimante laser + imprimante jet d'encre couleur + scanner + webcam + split)
- 5- escalier d'accès à l'étage (bureaux de la formation continue (conseillers pédagogiques de français, mathématiques, sciences physiques et sciences et vie de la terre / câblés également sur le réseau)
- 6- salle d'accueil (secrétariat)
- 7- salle de réunion – bibliothèque (climatiseur)

DOCUMENT ANNEXE 6

Exemple d'organisation d'une salle RESAFAD

Extrait de la page d'accueil du site RESAFAD au Burkina Faso sur l'utilisation des comptes courrier, la gestion des dossiers des étudiants du Diplôme Universitaire de Communicateur Multimédia et une plage conseil sur un site Web, répertorié par l'Assistant technique, correspondant RESAFAD au Burkina, et responsable de la salle.



DOCUMENT ANNEXE 7

Liste des modules de formation des directeurs d'école disponibles

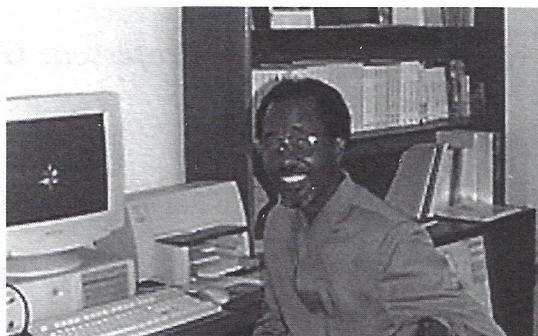
au BURKINA FASO	en GUINEE
<ul style="list-style-type: none"> - Gestion financière et matériel de l'école primaire - Planification de l'année scolaire - Gestion du temps du directeur d'école - L'animation du conseil des maîtres - Accueil, recrutement et gestion des élèves - Santé et sécurité des élèves - Fonction et gestion des archives - Respect de l'environnement - Elaboration d'un «mini projet» <p><i>Modules disponibles n'ayant pas fait l'objet d'une formation spécifique</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la correspondance administrative - les élèves en difficultés d'apprentissage - le statut de l'enseignant du premier degré - l'enquête statistique annuelle de l'enseignement primaire - l'organisation des APEP - Le fonctionnement d'une APEP - L'éducation des enfants handicapés mentaux - La concertation sur les modes d'évaluation - la coopérative scolaire - les activités extrascolaires <p style="text-align: right;">(9 + 10 modules)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La planification de l'année scolaire - La gestion du temps du directeur - L'Utilisation des statistiques - La Rédaction administrative - La communication externe - Le règlement intérieur - Le conseil des maîtres - Formation et information des enseignants - Aide aux jeunes maîtres - La gestion du personnel - les classes multigrades et la gestion des grands effectifs - La rentrée scolaire - L'évaluation du travail des élèves - Les enfants en difficulté scolaire - La gestion matérielle et financière - Le projet d'école <p style="text-align: right;">(16 modules)</p>
<p style="text-align: center;">au MALI</p> <p>Rôle administratif</p> <p>Absence du directeur - Accident du personnel - Election des parents d'élève - Recrutement - etc.</p> <p>Animation pédagogique</p> <p>Gestion du temps - Gestion des conditions de travail - Le projet d'école - etc.</p>	<p style="text-align: center;">au TOGO</p> <p>1- ROLE D'AIDE PEDAGOGIQUE</p> <p>module 1 : Pédagogie générale</p> <p>séquence 1 : objectifs pédagogiques</p> <p>séquence 2 : méthodes pédagogiques</p> <p>séquence 3 : relation éducative</p> <p>séquence 4 : organisation de l'espace et du temps</p> <p>séquence 5 : séquence pédagogique préparation, organisation</p> <p>séquence 6 : évaluation des apprentissages</p> <p>module 2 : pédagogie appliquée</p> <p>séquence 1 : remarques spécifiques pour les maîtres exerçant dans les petites classes (CP1 et CP2)</p> <p>séquence 2 : remarques spécifiques pour les maîtres exerçant dans les grandes classes (CM)</p>

	<p style="text-align: center;">TOGO (suite)</p> <p>séquence 3 : remarques spécifiques pour les maîtres exerçant dans les classes à cours jumelés</p> <p>module 3 : le conseil auprès des maîtres</p> <p>2- GESTION PEDAGOGIQUE</p> <p><i>séquence 1</i> : mise en place de cours jumelés</p> <p><i>séquence 2</i> : pratique des compositions et examens scolaires</p> <p><i>séquence 3</i> : analyse et exploitation des résultats scolaires</p> <p>3- animation pédagogique</p> <p>séquence 1 : planification des activités pour l'année scolaire</p> <p>séquence 2 : innovations pédagogiques</p> <p>séquence 3 : concertation au sein de l'équipe pédagogique</p> <p>4 gestion administrative de l'école</p> <p>séquence 1 : gestion des ressources humaines, matérielles et financières</p> <p>séquence 2 : gestion du temps du directeur d'école</p> <p>séquence 3 : gestion quotidienne de l'école</p> <p>5- rôle relationnel et social du directeur d'école</p> <p>séquence 1 : l'école et ses partenaires</p> <p>6- connaissance du système éducatif</p> <p>séquence 1 : structure et fonctionnement du système éducatif togolais.</p>
--	--

DOCUMENT ANNEXE 8

Interview de M.H Baba Galle Soumah, Directeur de l'école d'application de l'école de Tombo 2 à Conakry (octobre 1998)

En cette période de rentrée scolaire, dites-nous en quelques mots la situation d'un directeur d'établissement primaire en Guinée. Habituellement en Guinée, la rentrée scolaire appelle toujours pour le directeur d'école de nombreuses activités. Il lui faut résoudre d'abord les questions administratives comme l'affectation des maîtres, la répartition des élèves, l'élaboration du plan d'action annuel, et la rédaction du rapport de rentrée. Il faut aussi résoudre les questions relatives à la logistique, entre autre la réparation et l'équipement des locaux, l'approvisionnement en matériel. Il ne faut pas oublier les questions pédagogiques dont l'essentiel est axé sur le programme d'assistance, de contrôle et de supervision pédagogique des maîtres.



Cette année un certain nombre de directeurs d'école, ceux des «écoles associées», dont je fais partie, recevront des enseignants n'ayant bénéficié que de quatre mois d'initiation au métier d'instituteur. Il leur reviendra de prendre en charge ces nouveaux maîtres pour continuer et suivre sur le terrain leur formation professionnelle. Toutes ces activités traditionnelles et nouvelles conviennent les directeurs d'école élémentaire à des tâches aussi importantes que délicates nécessitant une formation adaptée que RESAFAD peut valablement satisfaire.

Quels sont à votre avis les avantages pour les Directeurs d'une formation à Distance ?

A mon avis les avantages d'une formation à distance pour les directeurs d'école sont nombreux et indéniables. Avec la FAD, le directeur bénéficiaire se recycle sur place, à moindre coût et de façon continue. La FAD qui vulgarise et stimule à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, est à même de garantir une amélioration constante des capacités pédagogiques et gestionnaires des directeurs d'école. Elle les aide à jouer pleinement leur rôle dans la qualification des enseignants et à négocier un partenariat avec la communauté et les parents d'élèves.

Vous êtes l'un des membres de l'équipe de conception de la Formation des DE, parlez-nous de votre expérience au sein de cette équipe. L'équipe «RESAFAD-Guinée» est pluridisciplinaire. Dirigée par un chef de projet, Monsieur Conté, bénéficiant d'une assistance technique de qualité, elle est composée de chercheurs à l'Institut Supérieur des Sciences de l'Éducation en Guinée (ISSEG), d'administrateurs et de directeurs d'école. C'est une véritable équipe de travail dont tous les membres participent à la réalisation de l'objectif commun.

Vous êtes également un directeur en charge d'une école de 24 classes, totalisant plus de 1500 élèves. Le fait de travailler dans cette équipe a-t-il influencé votre pratique quotidienne ? Le fait de travailler dans cette équipe guinéenne est un privilège exceptionnel qui m'a permis de faire, à partir de la réflexion sur les modules déjà réalisés, une remise en cause et une re-conception de mes méthodes.

DOCUMENT ANNEXE 9

EX DE CONVENTION POUR LE DUCM

entre

L'Université du Maine – Le Mans – France

Représentée par son Président : Monsieur le Professeur Gilles COTTEREAU

et

L'Université d'Antananarivo, Ecole Supérieure Polytechnique – Madagascar

***Représentée par son Recteur : Monsieur le Professeur RAKOTOMAHANINA
RALAISOA Emile***

et

par le Directeur de l'Ecole Supérieure Polytechnique d'Antananarivo : Monsieur le
Professeur RANDRIANOELINA Benjamin

et

RESAFAD – PARIS – France

Représenté par le Directeur de l'ADPF : Monsieur Pierre-Yves SONALET

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise en place d'une formation conjointe entre les deux universités susmentionnées définissant les conditions et modalités de préparation d'un diplôme délivré conjointement par l'Université du Maine et l'Université d'Antananarivo intitulé :

Diplôme d'Université de Communicateur Multimédia

La présentation détaillée de la formation préparant ce diplôme, telle que validée par le Conseil d'Administration de l'Université du Maine et soumise au Conseil d'Administration de l'Université d'Antananarivo, est jointe en annexe.

Article 2 – Objectifs de la formation

Le Diplôme d'Université Communicateur Multimédia concerne en priorité les personnes qui sont déjà en exercice dans les institutions concernées par la formation à distance et les Technologies de l'Information et de la Communication.

Il s'agit donc d'une formation continue offrant la mise à disposition de produits de formation pour combler les manques de ces personnes et leur permettre d'acquérir les compétences que requiert leur poste de travail. Elle est particulièrement adaptée à la formation de formateurs.

La formation s'adresse à des personnes ayant atteint une formation de niveau III (Bac+2), soit diplômées soit pouvant valider des acquis professionnels.

Elle utilisera largement des modalités d'enseignement à distance (mise en ligne des cours, tutorats ...) aussi bien pour mettre en pratique les contenus de la formation que pour faciliter l'accès à la formation d'un public de formation continue.

Au-delà, le D.U. reste ouvert et peut se présenter comme une spécialisation en fin de certains cursus.

Article 3 – Recrutement des étudiants

Une commission de recrutement statue pour les admissions à la formation. Elle est constituée de trois personnes, le co-directeur du D.U. à l'Université du Maine ou son représentant, le co-directeur du D.U. à l'Université d'Antananarivo ou son représentant et un représentant du consortium inter-universitaire d'appui à RESAFAD.

Le recrutement sera établi sur des critères universitaires ou des acquis professionnels définis en commun.

Article 4 – Inscriptions administratives et pédagogiques des étudiants.

4-1 – Inscriptions administratives

- L'inscription administrative à l'Université du Mans est obligatoire. Celle-ci donnera lieu à une attestation d'inscription au Diplôme d'Université. Cette attestation d'inscription au diplôme n'est pas une carte d'étudiant de l'Université du Maine.
- L'inscription administrative des étudiants est également obligatoire à l'Université d'Antananarivo.
Les modalités d'inscription, et ses connexes (couverture sociale, droits divers, bourses éventuelles...) ainsi que leur éventuelle prise en charge relèvent de la seule compétence de l'Université d'Antananarivo.

4-2 – Inscriptions pédagogiques

Les inscriptions pédagogiques seront faites à l'Université du Mans et à l'Université d'Antananarivo qui co-délivrent le diplôme.

Article 5 – Organisation des enseignements

L'organisation des enseignements est annexée au présent accord de coopération.

Article 6 – Evaluation de la formation et jury du diplôme

- L'évaluation de la formation est définie d'un commun accord entre les deux universités et annexé au présent accord de coopération.
- Le jury sera composé par les deux universités partenaires, à parité pour les représentants scientifiques des deux pays, conformément aux dispositions réglementaires propres à chacun des deux pays.
Il sera co-présidé par les co-directeurs des Universités du Mans et d'Antananarivo, ou leurs représentants.

Article 7 – Délivrance du diplôme

Les deux Universités décernent conjointement le Diplôme de Communicateur Multimédia.

Le texte du diplôme doit préciser qu'il s'agit d'un diplôme en cotutelle de l'Université du Maine et de l'Université d'Antananarivo.

Article 8 – Prise d'effet, reconduction et résiliation de la convention

- Le présent accord prend effet à compter de la signature par les deux parties pour la durée de l'année universitaire en cours.
- Sa reconduction pour les années universitaires suivantes se fera tacitement.
Les documents annexés pourront faire l'objet de modifications en vue de l'amélioration de la formation avant le début de chaque nouvelle formation. Ces modifications devront être approuvées par les deux co-directeurs et le représentant du consortium inter-universitaire d'appui à RESAFAD. Ils prendront l'avis des membres du jury du diplôme.
- La résiliation de cet accord ne pourra intervenir qu'au terme d'un cycle de formation sur demande d'un des co-directeurs ou du représentant du consortium inter-universitaire d'appui à RESAFAD.

FAIT AU MANS, LE _____,
en cinq exemplaires, en langue française,

**Pour l'Université du Maine,
Le Président**

**Pour l'Université d'Antananarivo,
Le Recteur**

**Pour RESAFAD
Le Directeur de l'ADPF**

**Pour l'Ecole Supérieure Polytechnique
Le Directeur**

DOCUMENT ANNEXE 10

Documents et photos sur le DUCM

Lauréat de la première promotion du DUCM au Burkina Faso en 1999/2000



PROMOTION 1999/2000

BERE Paul
BORO Issa
COULIBALY Dona
CREDEVILLE Alain
OUEDRAOGO Abel
OUEDRAOGO Saïdou
SidikiSAKA Martin
SANOKO Maïmouna
SAWADOGO Oumarou
SOUBEIGA Thomas
TAPSOBA Isabelle

THEMES DES MEMOIRES

Site de l'inspection de mathématiques
Site « Un musée vivant à ciel ouvert : LAONGO »
Site « Tableau de bord du MEBA »
Site des bibliothèques de l'Université de
Ouagadougou
Site des revues scientifiques du CNRST
Didactiel expérimentation en Sciences Physiques
Module d'autoformation à l'audio numérique
Hypermédia « L'Habitat Bwa »



**Les partenaires du DUCM réunis
lors du séminaire de Lomé en mars
2001.**

(de gauche à droite) :

Jean Valérien - Coordinateur
RESAFAD,
Alioune Diagne - Université de Dakar,
Maryse Quashie - Université de Lomé,
Jean François Terret - Ouagadougou,
Nicole Ravelomananstoia - Université
d'Antananarivo,
Marc Baudry - Université du Mans,
Awokou Kokou - Responsable de
formation à Lomé.

DOCUMENT ANNEXE 11

DUCM - THEMES DES SUJETS DE MEMOIRE PRESENTES AVEC SUCCES EN 2001/2002 -Tableau récapitulatif des sites ou CD-Rom*

THEMES	BURKINA	MADAGASCAR	SENEGAL	TOGO
Education				
<i>Primaire</i>	3		1	1
<i>secondaire</i>	1		2	
<i>Professionnel</i>	1			2
<i>supérieur</i>	3	2		
<i>Publications/presse</i>	1			1
<i>E-Supérieur</i>				
Généraliste			2	3
Disciplinaire			2	1
			<i>math /physique au lycée</i>	<i>Atlas numérique</i>
Parents d'élèves	1			
<i>autres</i>	1 <i>RESAFAD</i>	3 : <i>STIC / météo / Centre de formation Larivo-info</i>	1 <i>centre national information et documentation pour les jeunes</i>	2 <i>Etablissements privés laïques/ Analyse système éducatif CONFEMEN</i>
Total éducation	11	5	8	10
Culture /écologie	1		1	
sport		1		
Ministères hors éducation <i>santé /justice</i>	2			
Institutions internationales	3 <i>PNUD / BM</i>	1 <i>BM</i>		
Entreprises				
<i>E. régionales</i>		2 <i>Télécom Malagasi</i>		
<i>E. nationales</i>	1 <i>Syndicat des pharmaciens</i>			1 <i>Sté togolaise de distribution d'électricité</i>
<i>E. internationales</i>	1 <i>Total</i>			
E. privées	1	1		3 <i>Informatique/électr icité</i>
<i>Artisanat</i>	1			1
Economie/société	1 <i>Chambre économique</i>		1 <i>éco familiale et sociale au S^{gal}</i>	1 <i>village d'enfants SOS Lomé</i>
Total des productions	22 dont 2CD-R	10 dont 2CD-Rom	10	16 dont 2CD-Rom

* La production se décompose ainsi : 50 sites Web et 6 CD-Rom

DOCUMENT ANNEXE 12

(téléconférence dédiée à une rencontre avec un expert de l'UNESCO)

Compte rendu du Séminaire Interactif des Responsables de Planification du 18 février 2000

Cette rencontre s'est tenue à la suite de celle du 14 février à laquelle le médiateur, chargé de l'animation de la séance, n'avait pu participer à cause d'un problème technique de connexion au serveur RESAFAD de Ouagadougou.

Ont participé à la rencontre :

Pays	Prénom, Nom	Fonctions	Adresse électronique
Guinée	Bakary Diawara	Directeur du Service Statistique & Planification /MEPU	ssmepu@mirinet.net.gn
Mali	Mohamed Tourè	Chef Division Statistique & Documentation /CPS/MEN	mohamedtoure@multimania.com
Sénégal	Abdhouramane Ngom	Chef Division de la Planification /MEN/DEPRE	mendepre@sentoo.sn
Sénégal	Malick Dia	Chef Service des Statistiques /MEN/DEPRE	mendepre@sentoo.sn
Togo	Komlan Amoussou	Chef Service des Statistiques Scolaires /MEN	gkamosou@hotmail.com
Burkina-Faso	Jean-François Terret	Correspondant RESAFAD Burkina Faso, chargé de la coordination technique du SIRP	jfterret@ouaga.bf.resafad.org
Sénégal	Bernard Audinos	Coordonnateur SISED-AOC, animateur de la séance	Sised-aoc@sentoo.sn

Cette rencontre avait deux objectifs :

1. donner des compléments d'information sur le programme SISED¹⁹² et plus particulièrement sur le Pôle Afrique de l'Ouest et Centrale (SISED-AOC) installé à Dakar depuis octobre 1999 ;
2. recueillir les commentaires et suggestions des participants, notamment sur l'organisation du Pôle de Dakar et la mise en place des Groupes Techniques Sous-Régionaux.

Après s'être présentés, les participants ont demandé des précisions sur les points suivants :

- ✦ activités prévues dans le programme SISED-AOC pour l'année 2000 ;

¹⁹² SISED est le sigle de National Education Statistical Information System, un programme de l'UNESCO

- ✦ modalités de mise en place des groupes-techniques sous-régionaux ;
- ✦ dates de la prochaine réunion sous-régionale SISED ;
- ✦ organisation des équipes nationales SISED ;
- ✦ modalités de sélection des experts nationaux qui viendront à Dakar.

Le Coordonnateur a précisé les objectifs prioritaires du Pôle SISED-AOC pour l'année 2000 :

1. rendre la structure opérationnelle de manière à pouvoir accueillir dans ses locaux l'équipe de coordination composée des experts nationaux envoyés par les pays de la sous-région et d'un expert associé ;
2. établir et développer la communication entre les équipes nationales SISED-AOC ;
3. mettre en place effectivement un ou deux groupes techniques sous-régionaux (GTSR), notamment celui sur le thème « collecte et traitement des données statistiques ».

Il a également indiqué que les modalités de fonctionnement du Pôle (recrutement des experts nationaux, organisation des équipes nationales ...) et de mise en place des GTSR, seront définies à l'occasion de la prochaine réunion sous-régionale qui sera organisée dès qu'un financement sera trouvé.

En conclusion, le Coordonnateur a invité les participants à visiter le site Internet <http://nesis.easynet.fr>, pour avoir des informations complémentaires et à envoyer toutes remarques et suggestions par courrier électronique ou fax, avant la prochaine rencontre fixée le 25 avril 2000 à 09 heures GMT.

Bernard Audinos

Coordonnateur du programme SISED-AOC
Afrique de l'Ouest et Centrale
Bureau Régional UNESCO DAKAR

Tel. 221 822 45 47

Fax 221 822 16 81

sised-aoc@sentoo.sn